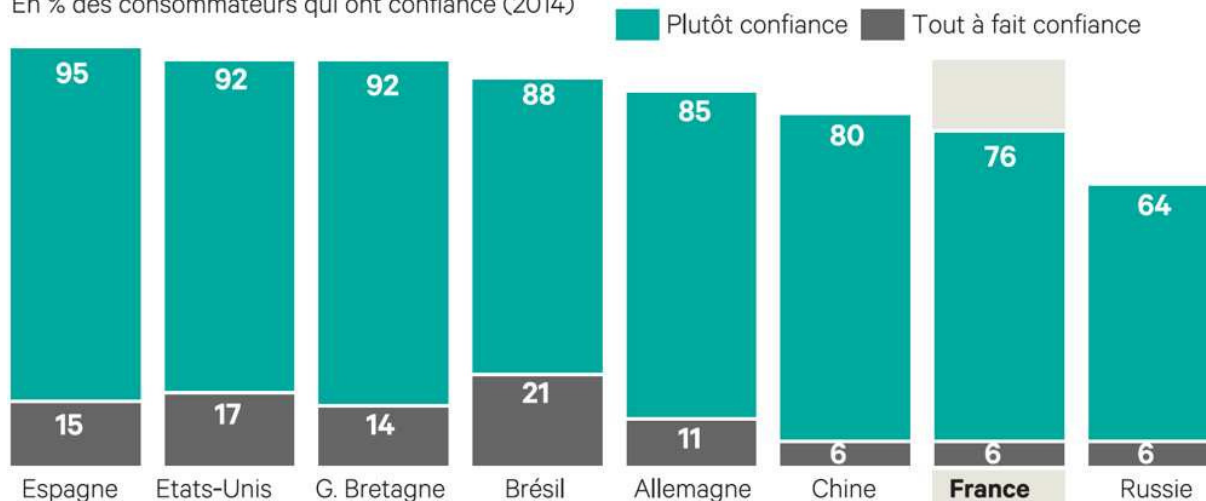


Des préconisations pour restaurer la compétitivité de l'agroalimentaire français

La confiance dans les produits alimentaires

En % des consommateurs qui ont confiance (2014)



La part de ceux qui ont moins confiance qu'avant...



« LES ÉCHOS » / SOURCES : SIAL, TNS SOFRES

Un think tank organisé par « Les Echos » a identifié cinq chantiers et préconisé 27 mesures.

L'agroalimentaire, fleuron de l'économie française, premier secteur industriel du pays selon l'Ania (Association nationale des industries alimentaires françaises), avec 15.789 entreprises, 158 milliards d'euros de chiffre d'affaires, 500.000 emplois et l'une des rares balances commerciales excédentaires (9 milliards d'euros en 2014) : la carte postale a un peu jauni et il est temps de raviver les couleurs. Tel est le travail auquel s'est attelé le Think Tank agroalimentaire lancé par « Les Echos », en partenariat avec InVivo, Oliver Wyman et Tereos.

Le constat dressé par les membres du groupe de réflexion, parmi lesquels on compte des industriels, des distributeurs, des économistes et des chercheurs, est net. Alors que la demande en alimentation ne cesse d'augmenter sur notre planète, qui a dépassé le seuil des 7 milliards d'habitants en 2011 et atteindra celui des 9 milliards en 2050, la part de marché de l'agro-industrie française ne cesse de baisser. Elle était de 17 %, selon l'OCDE, en 2000, date à laquelle le pays pouvait s'enorgueillir du titre de premier exportateur mondial, à 12 % en 2013. Et la balance commerciale n'est en réalité excédentaire que grâce aux vins et spiritueux. Sans eux, les produits alimentaires sont en déficit de 4,1 milliards d'euros. De plus, en cinquante ans, avec l'urbanisation, la surface agricole a diminué de 20 % dans l'Hexagone.

Afin de remédier à ce qui ressemble à un déclin, les professionnels ont identifié cinq chantiers : produire mieux, stimuler la compétitivité, soutenir l'exportation, « *cultiver le vivre-ensemble des acteurs de la filière* » et conforter la place de l'agroalimentaire dans la société. Au total, 27 propositions faites aux acteurs et aux pouvoirs publics.

Label France

Parmi celles-ci, outre l'apaisement des relations industriels-distributeurs, grâce, notamment, à des contrats pluriannuels, le « produire mieux » doit permettre de continuer à produire plus, pour nourrir une population mondiale grandissante, mais « avec moins » d'intrants polluants notamment. Pour ce faire, les membres du groupe de réflexion prônent, entre autres, une « *agriculture de précision* » à l'aide de la cartographie et des outils numériques, la création d'un crédit impôt recherche au niveau des exploitations agricoles ou encore l'extension des possibilités de provisions dans la norme comptable agricole.

Pour la compétitivité, deux préconisations sont plus classiques : un appel à l' « *abaissement des coûts de production* », notamment de main-d'œuvre, et à la mutualisation des moyens entre PME. On pourrait même aller jusqu'à souhaiter une véritable concentration quand on sait que 83 % des 40.386 industries et commerces de gros agroalimentaires emploient moins de... dix salariés ! En Allemagne, la constitution d'entreprises plus grandes et plus spécialisées a engendré une compétitivité accrue.

Même constat pour l'exportation : deux entreprises seulement sur dix abordent les marchés étrangers, la faute à des structures d'aide nombreuses mais peu visibles. Un « label France » est proposé par le think tank, encapsulant l'ensemble des cahiers des charges existants. Avec une ambition forte : hausser les standards de sécurité alimentaire et de qualité, conformément aux souhaits croissants des consommateurs mondiaux, notamment chinois

Source : http://www.lesechos.fr/journal20150630/lec2_industrie_et_services/021172945609-des-preconisations-pour-restaurer-la-competitivite-de-lagroalimentaire-francais-1132904.php?xiD3PljKvQtDppAH.99